



# CONSÉQUENCES DE LA DIMINUTION DES FINANCEMENTS DE L'USAID DANS LA RÉGION DE DIFFA AU NIGER

## INTRODUCTION

Depuis 2014, la crise sécuritaire dans le bassin du lac Tchad a bouleversé les relations entre populations et ressources, en raison des actions militaires et des restrictions de la mobilité et du commerce (G. Magrin et al., 2018 ; RESILAC, 2020 ; R. Mahamadou Moudi et al., 2024). Dans ce contexte, la région de Diffa a bénéficié d'un soutien important de l'USAID, qui a contribué au développement, à la résilience et à la gouvernance.

À partir de 2022, l'USAID a réduit ses financements en Afrique de l'Ouest, y compris au Niger. Cette baisse s'est accentuée avec la politique du président Donald Trump, axée sur « l'Amérique d'abord », conduisant à la suspension de 83 % des programmes en janvier 2025<sup>1</sup>. Cette décision compromet les efforts humanitaires et de développement et aggrave les fragilités dans la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la gouvernance, dans une région déjà instable<sup>2</sup>. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette réduction des financements entraîne une diminution de la couverture vaccinale ainsi que de l'accès aux moustiquaires et aux traitements antipaludiques, provoquant une recrudescence du paludisme et d'autres épidémies<sup>3</sup>.

Des études, notamment celle de l'Institut d'études de sécurité (ISS, 2025), estiment que cette réduction pourrait plonger 5,7 millions d'Africains supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici fin 2025. Au Niger, la suspension des financements a entraîné la réduction des programmes de vaccination et l'arrêt de projets éducatifs. Les autorités nigériennes, déjà confrontées à des contraintes économiques et sécuritaires, peinent à compenser cette perte de financement, mettant en péril les progrès réalisés dans les secteurs sociaux (APAnews, 2025). Cette étude analyse les conséquences de la diminution des financements de l'USAID dans la région de Diffa.

## OBJECTIF DE L'ÉTUDE

Cette étude vise à analyser les conséquences de la diminution des financements de l'USAID dans la région de Diffa. Elle cherche à :

- établir un état des lieux des projets financés ;
- évaluer les effets directs et indirects de la suspension des financements américains sur les programmes de développement ;

<sup>1</sup> <https://information.tv5monde.com/afrique/suspension-de-usaid-quelles-consequences-pour-lafrique-2763530>.  
<sup>2</sup> <https://www.voafrique.com/amp/8006710.html>. <sup>3</sup> L'impact de la rupture des financements USAID en Afrique : conséquences et perspectives

- analyser les conséquences sur les acteurs impliqués ;
- identifier les mesures mises en place pour pallier les pertes de financement ;
- proposer des pistes de solutions pour renforcer la résilience des institutions sociales.

## MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

La recherche repose sur une revue documentaire comprenant des publications scientifiques et des rapports d'études, relatifs aux financements de l'USAID, complétée par une enquête de terrain à Diffa auprès de l'administration centrale, des ONG, des projets et de l'université de Diffa, afin d'établir l'état des connaissances et d'orienter la démarche.

### a) Enquête terrain : zone d'étude, population étudiée et échantillonnage

L'étude a concerné les communes de Diffa, Bosso, Kabléwa et Gueskerou. La population cible comprenait les représentants des autorités communales, des responsables d'ONG, des agents des services publics, des chefs de villages ou de quartiers ainsi que des bénéficiaires des projets. Un échantillonnage raisonné a été privilégié (tableau 1).

**Tableau 1: Récapitulatif des entretiens**

Catégories d'acteurs	Techniques de collecte	Outils de collecte	Nombre d'enquêtés
ONG internationales et locales	Entretiens individuels	Guide semi-directif	5
Représentants de l'État	Entretiens individuels	Guide spécifique	10
Chefs de villages / quartiers	Entretiens individuels	Guide spécifique	10
Bénéficiaires (femmes, jeunes)	Groupes de discussion / Questionnaire	Guide simplifié / Formulaire	10 FG + 70 enquêtés

Les données quantitatives ont été collectées à l'aide de KoboCollect, et les entretiens qualitatifs ont été enregistrés après consentement.

### b) Analyse des données

L'analyse combine une approche qualitative (analyse de contenu) et quantitative (traitement statistique simple). Les données quantitatives ont été exploitées à l'aide de KoboToolbox et XLSTAT et les entretiens transcrits avec le logiciel F4.

## 1 ÉTAT DES LIEUX DES PROJETS FINANCÉS PAR L'USAID À DIFFA

### 1.1 RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS

La confrontation de l'analyse documentaire<sup>4,5</sup>, et des enquêtes auprès des ONG, des populations bénéficiaires, des autorités communales et des services techniques de l'État révèle que, durant les deux dernières décennies, l'USAID a été l'un des principaux partenaires financiers de la région de Diffa. Ses interventions ont principalement ciblé les communes de Diffa, Bosso, Kabléwa et Gueskerou, dans la bande est, fortement touchées par l'insécurité liée aux groupes armés et par les chocs climatiques.

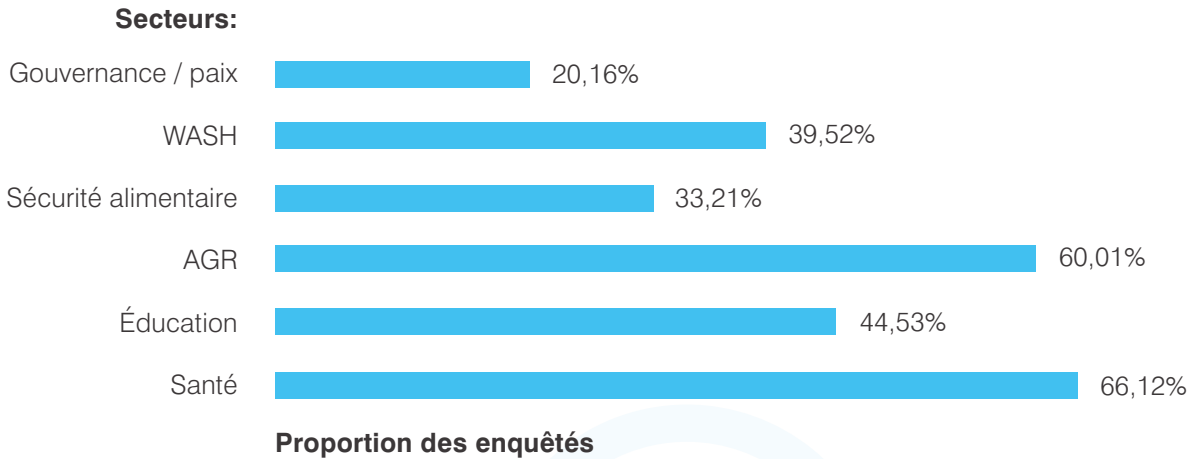
Avant l'arrêt des financements, l'USAID soutenait des projets de développement intégré, combinant aide d'urgence et renforcement de la résilience communautaire. Ces projets couvraient plusieurs secteurs essentiels<sup>6</sup> : santé et nutrition, éducation et protection de l'enfance, sécurité alimentaire, gouvernance et cohésion sociale, ainsi qu'eau, hygiène et assainissement. Ces constats rejoignent les conclusions du Projet de redressement économique et social du lac Tchad (RESILAC, 2020) relatives au rôle majeur de l'USAID dans les zones vulnérables du Sahel et du bassin du lac Tchad.

<sup>4</sup> <https://2021-2025.state.gov/translations/french/les-États-unis-et-le-niger-un-partenariat-strategique> <sup>5</sup> USAID (2024), Aperçu de l'assistance au Niger, Bureau d'aide humanitaire. <sup>6</sup> Selon les entretiens avec les autorités communales, les chefs coutumiers, les populations bénéficiaires et les services techniques de l'État interviewés à Diffa le 12 et le 13 octobre 2025.

## 1.2 IMPORTANCE DES PROJETS PERÇUE PAR LES BÉNÉFICIAIRES

Les entretiens<sup>7</sup> mettent en évidence l'impact positif des projets financés par l'USAID sur les conditions de vie des populations, en particulier dans les zones difficiles d'accès telles que Gueskerou, Kabléwa et Bosso, affectées par l'insécurité. Ces projets ont bénéficié aux populations locales, ainsi qu'aux réfugiés venus du Nigéria et du Tchad. La figure 1 présente les principaux effets directs observés sur les conditions de vie des populations enquêtées.

Figure 1 : Secteurs impactés positivement par le financement de l'USAID.



**Source :** Enquête auprès des populations bénéficiaires (septembre 2025)

Les données indiquent que 66 % des répondants identifient des effets positifs dans le domaine de la santé, notamment la baisse de la mortalité infantile grâce aux campagnes de vaccination, la réduction de la malnutrition des enfants via la distribution de produits nutritionnels (le Plumpy) et l'amélioration de la santé maternelle. Par ailleurs, 60 % des enquêtés évoquent une amélioration des revenus grâce aux AGR soutenues par les ONG partenaires de l'USAID, ainsi qu'une augmentation de la scolarisation des filles en milieu rural. En outre, 45 % et 40 % des personnes interrogées soulignent respectivement les effets du financement dans les domaines de l'éducation et du WASH. Enfin, 33 % et 20 % des enquêtés affirment que les activités financées par l'USAID, via les organisations de la société civile (OSC), ont contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la gouvernance.

Les entretiens montrent également que l'USAID soutenait indirectement le secteur de la protection de l'enfant par l'intermédiaire des ONG partenaires, à travers des actions de prévention, de prise en charge des enfants affectés par le conflit et d'accompagnement des familles vulnérables.

Malgré l'ampleur des investissements, les niveaux des interventions diffèrent selon les secteurs et les localités. Les communes de Bosso et Kabléwa, proches de la frontière nigérienne, ont souvent été limitées à des interventions d'urgence en raison de l'insécurité chronique, contribuant au maintien de vulnérabilités différenciées, exacerbées par les déplacements internes et la saturation des services sociaux.

## 1.3 ÉVOLUTION TEMPORELLE DE LA PRÉSENCE DE L'USAID

L'USAID a intensifié ses actions dans la zone étudiée entre 2013 et 2022, dans un contexte de crise humanitaire majeure liée à Boko Haram. Cette évolution corrobore les informations publiées par le Bureau du porte-parole le 16 mars 2023 selon lesquelles le Niger bénéficie depuis 2013 du programme américain Feed the Future, qui soutient la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau, l'agriculture durable et l'accès au marché.

En 2022, les États-Unis ont fourni 135,4 millions de dollars d'aide humanitaire, faisant de l'USAID le principal partenaire financier du Niger, et apportant une aide essentielle aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil touchées par les conflits<sup>8</sup>. Une réduction progressive des financements a ensuite été observée, tendance accentuée en 2025 avec la suspension de plus de 80 % des programmes<sup>9</sup>, marquant une rupture brutale pour les acteurs locaux.

<sup>7</sup> Les bénéficiaires des projets, les autorités coutumières et communales, les services techniques de l'État (agriculture, promotion de la femme et protection de l'enfant. Date : du 10 au 14 octobre 2025). <sup>8</sup> <https://2021-2025.state.gov/translations/french/les-États-unis-et-le-niger-un-partenariat-strategique>. <sup>9</sup> <https://www.voaafrique.com/amp/8006710.html>

## 2 LES EFFETS DE LA SUSPENSION DES FINANCEMENTS DE L'USAID À DIFFA

### 2.1 LES EFFETS SUR LES PROGRAMMES ET ACTIVITÉS

Depuis 2022, la réduction des financements a principalement affecté les programmes de santé, de nutrition, de sécurité alimentaire, d'éducation, de WASH et d'autonomisation des femmes. Les entretiens<sup>10</sup> montrent que ces conséquences se traduisent par la réduction des distributions alimentaires gratuites aux ménages vulnérables, majoritairement des populations déplacées internes (PDI), ainsi que par la diminution de l'appui aux formations sanitaires par les aliments nutritionnels des enfants et d'autres services nécessaires. Cette situation compromet l'amélioration de l'état nutritionnel des populations, en particulier celui des enfants.

Dans le domaine agricole, un représentant des services d'agriculture affirme que :

« les impacts se traduisent par la suspension brusque de certaines activités au niveau de certains sites maraichers de la région de Diffa. Ces activités sont constituées principalement de l'accompagnement des producteurs en intrants et du renforcement de leurs capacités techniques. »

Dans le secteur éducatif, on observe une baisse de la fréquentation scolaire<sup>11</sup>, particulièrement dans les zones rurales éloignées, liée à la diminution des programmes de soutien scolaire et des cantines. S'agissant de l'autonomisation des femmes et des jeunes, la suspension des financements a freiné le développement des AGR, en raison de la dissolution de certains groupements, de l'insuffisance du capital et de la baisse du renforcement des capacités.

En revanche, les acteurs soulignent un impact limité sur la protection de l'enfant, disposant d'autres sources de financements. Selon un représentant du service régional de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant de Diffa, des mécanismes communautaires de protection existent et permettent de former les comités afin de faire face aux effets liés à la suspension de financement et aux changements de politique.

### 2.2 LES EFFETS SUR LES ACTEURS LOCAUX, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Les entretiens auprès des ONG locales et internationales révèlent que la suspension des financements de l'USAID a profondément perturbé le fonctionnement des organisations partenaires. Ce retrait a entraîné des réductions d'effectifs, des licenciements et l'arrêt ou la limitation des activités de structures locales dépendantes de ce soutien. Un ancien employé d'une ONG locale confirme ainsi avoir été licencié à la suite de l'arrêt des financements dans la région. Cette suspension a également réduit les initiatives de formation et de renforcement des capacités, notamment en matière de planification, reddition de comptes et de suivi-évaluation, entraînant une baisse des compétences techniques et une perte de savoir-faire, selon les ONG interrogées. Parallèlement, la réduction du leadership financier de l'USAID a créé un vide dans la coordination humanitaire, que les partenaires alternatifs peinent à combler en raison de procédures plus complexes et moins flexibles. Cette situation met en évidence la fragilité du système humanitaire à Diffa et souligne la nécessité de diversifier durablement les sources de financement.

Enfin, des répercussions ont été observées sur les institutions publiques locales et régionales. Les services techniques déconcentrés de l'État (santé, éducation, action humanitaire, agriculture), auparavant soutenus indirectement par l'USAID via des ONG, ont dû réduire leurs missions et leurs activités, ce qui ralentit la planification locale, en raison du manque de données actualisées et d'appui méthodologique.

## 3 MESURES D'ADAPTATION FACE À LA BAISSÉ DES FINANCEMENTS

### 3.1 DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS ET DES FINANCEMENTS

Les entretiens<sup>12</sup> montrent que plusieurs ONG, associations et groupements féminins ont réorienté leur stratégie de mobilisation de fonds vers de nouveaux partenaires financiers, tout en révisant leurs priorités géographiques et thématiques. Ce repositionnement concerne notamment la Banque mondiale, la coopération allemande (GIZ) ou des fondations privées. À titre d'exemple, le projet de gestion intégrée du paysage du Niger, financé par la Banque mondiale (P177043), doté d'un budget de 150 millions de dollars et mis en œuvre depuis avril 2023<sup>13</sup>, est une source de financement mobilisée par les ONG. Cette diversification s'accompagne d'une révision des propositions de projets, avec une focalisation accrue sur la résilience communautaire, la gouvernance locale et la cohésion sociale, thématiques privilégiées par les nouveaux partenaires<sup>14</sup>. Des consortiums multi-acteurs regroupant ONG locales et internationales sont constitués pour mutualiser expertise, réseaux et capacités de mise en œuvre, et accroître les opportunités de financement.

<sup>10</sup> Les bénéficiaires des projets, les autorités coutumières et communales, les services techniques de l'État (agriculture, promotion de la femme et protection de l'enfant. Date : du 10 au 14 septembre 2025). <sup>11</sup> Selon les parents des enfants interviewés à Diffa, le 14 octobre 2025. <sup>12</sup> Avec les ONG, associations et groupements féminins, Diffa, le 16 octobre 2025. <sup>13</sup> <https://www.worldbank.org/en/programs/sahel-resilient/overview?utm>. <sup>14</sup> Entretiens avec les représentants des ONG locales et associations, Diffa, le 14 octobre 2025.

## 3.2 NOUVEAUX SCHÉMAS D'INTERACTION AVEC L'ÉTAT

Dans le contexte de refondation nationale et de la suspension des financements, notamment ceux de l'USAID, plusieurs acteurs ont revu leurs modes de collaboration avec l'État nigérien, en intégrant davantage les services déconcentrés dans la planification et l'exécution des activités. Cette évolution se traduit principalement par :

- la signature de partenariat avec les mairies et préfectures afin d'intégrer les projets communautaires dans les plans communaux de développement (PCD). Les projets et les microprojets doivent ainsi s'aligner sur les objectifs définis dans les PCD des communes d'étude, notamment (i) la récupération des terres dégradées pour augmenter la production agro-sylvo-pastorale ; (ii) le développement des infrastructures facilitant l'accès aux services sociaux de base ; (iii) le renforcement de la gouvernance locale afin d'améliorer les conditions socio-économiques des populations<sup>15</sup> ;
- la participation accrue aux cadres de concertation régionaux afin de mieux intégrer les besoins communautaires dans les priorités de l'État.

Cette relocalisation partielle de la gouvernance de l'aide vise à ancrer les interventions dans le tissu institutionnel national et à limiter la dépendance à l'aide extérieure.

### INNOVATION SOCIALE ET ADAPTATION COMMUNAUTAIRE

Face à la diminution de l'aide, les communautés ont développé des pratiques d'adaptation sociale fondées sur le renforcement des mécanismes traditionnels d'entraide, tels que les tontines et les travaux collectifs, afin de préserver la solidarité communautaire. Dans les communes d'étude, deux types de tontines sont observés. La tontine « en nature », basée sur une cotisation en biens (pagnes, draps, ustensiles, vivres) constitue, selon la presse nigérienne, un moyen pour les femmes de contribuer à l'approvisionnement du foyer et de satisfaire les besoins quotidiens<sup>16</sup>. La tontine d'épargne-classique repose, quant à elle, sur une cotisation périodique des membres, chaque participant recevant à tour de rôle la somme collectée, constituant ainsi une forme d'épargne solidaire. Ces résultats corroborent les propos de Nafissatou Hassan Alfari (2020) :

« une pratique très ancrée dans nos habitudes, la tontine ou "Adashé" à la nigérienne est une sorte de caisse d'épargne informelle entre amis, les membres d'une famille, ou encore entre collègues. C'est un symbole d'entraide, de solidarité mais aussi de confiance entre les membres d'une même tontine. Depuis la nuit des temps les tontines existent au Niger et sont le plus souvent pratiquées uniquement par les femmes. Mais aujourd'hui, la tendance est plutôt commune parce que la tontine est devenue une pratique culturelle vécue par les hommes aussi.<sup>17</sup> »

Parallèlement, des initiatives locales, telles que les banques céréalières, les caisses de solidarité et la coopération inter-villages, se sont multipliées pour renforcer la résilience collective<sup>18</sup>. Certaines communautés ont entrepris la réhabilitation d'infrastructures publiques, notamment des écoles et des puits, à travers des journées communautaires impulsées par les chefs de villages, avec l'appui financier et technique des autorités communales. Les jeunes leaders se sont mobilisés pour assurer le suivi de services essentiels : hygiène, scolarisation et nutrition, en collaboration avec les comités villageois<sup>19</sup>.

Enfin, selon les autorités communales et un représentant du service de l'agriculture, la création du fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie (FSSP) en 2023<sup>20</sup> a suscité une importante mobilisation financière, traduisant une prise de conscience accrue de la nécessité d'une souveraineté financière nationale. Malgré la fragilisation du système d'aide, ces stratégies montrent que des dynamiques endogènes de résilience peuvent émerger, à condition d'être soutenues par des politiques publiques adaptées et une reconnaissance institutionnelle.

Un représentant communal souligne que :

« à travers les services techniques et même d'autres sources de financement, l'État est en train de fournir d'effort afin de minimiser les conséquences liées à cette suspension du financement. Cela se voit à travers le développement des approches participatives dans plusieurs secteurs clés du développement. »

De même, le représentant du service de la protection de l'enfant indique que :

« L'État nigérien a développé davantage l'approche communautaire de la protection qui existait bien avant la suspension du financement de l'USAID. Cette approche assure la protection communautaire qui ne nécessite pas forcément un financement. En plus, le système de protection propose une synergie d'action pour assurer la prise en charge de qualité. Dans la région de Diffa, nous avons formé plus de 200 comités de protection fonctionnels présentement et chaque comité compte 12 membres. ».

### DÉVELOPPEMENT DE MÉCANISMES LOCAUX DE FINANCEMENT ET DE MAINTIEN DES ACTIVITÉS

En réponse à la baisse des financements, les ONG locales et les autorités municipales de Diffa ont développé des initiatives d'autofinancement pour maintenir les services essentiels. Dans plusieurs villages de Gueskerou et de Kabléwa, des comités scolaires et sanitaires ont instauré des cotisations communautaires pour financer l'achat de médicaments ou l'entretien des écoles. La diaspora locale, notamment établie à Zinder, Agadez et à l'étranger, a également apporté un appui financier ponctuel. Certaines femmes et jeunes bénéficiaires d'activités génératrices de revenus ont mutualisé leurs gains pour renforcer leurs activités. Bien que peu formalisés, ces mécanismes traduisent une réelle appropriation locale et un renforcement des solidarités communautaires.

<sup>15</sup> Plan de Développement Communal (2022-2026) de Gueskerou, de Bosso Replanifié (2019-2023) et de Kabléwa (2022-2026). <sup>16</sup> <https://anp.ne/tontine-atchi-kwakwa-un-moyen-ideal-pour-les-femmes-de-garnir-le-panier-de-la-menagere/?utm>. <sup>17</sup> <https://ofemmagazine.com/2020/06/08/niger-la-tontine-traditionnelle/?utm>. <sup>18</sup> D'après les entretiens avec les autorités coutumières et les bénéficiaires, Diffa le 15 octobre 2025. <sup>19</sup> D'après les entretiens avec les autorités communales et les chefs coutumiers, Diffa le 15 octobre 2025. <sup>20</sup> Ordonnance N°2023-18 du 21 décembre 2023 modifiant et complétant l'ordonnance n°2023-13 du 11 octobre 2023, portant création du Fonds de Solidarité pour la Sauvegarde de la Patrie (FSSP) au Niger.

## PISTES DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET INSTITUTIONS SOCIALES

Afin de renforcer la résilience des communautés et des institutions sociales, les acteurs proposent plusieurs mesures<sup>21</sup> :

- le renforcement des capacités techniques et logistiques des services techniques pour garantir l'autonomie et la souveraineté nationales, tout en coopérant avec des partenaires internationaux alignés sur les objectifs de refondation nationale, comme le fonds de solidarité africain.
- l'investissement dans la grande irrigation pour assurer la souveraineté alimentaire, ainsi que la diversification des sources de financement par le renforcement de la fiscalité locale, l'implication du secteur privé via la responsabilité sociale des entreprises (RSE), la promotion des projets communautaires et la mobilisation de la diaspora. Le développement de compétences polyvalentes chez les agents communautaires, via la formation continue, l'usage d'outils numériques, la création de réseaux locaux, et des systèmes de motivation, est essentiel.
- l'intégration de la résilience dans les politiques publiques et privées, avec l'harmonisation des plans sectoriels autour d'un cadre national de résilience, la création d'un observatoire national, l'encouragement du secteur privé à investir dans des services sociaux durables, et la mise en place d'un fonds d'urgence national, cofinancé par l'État et les partenaires internationaux, permettrait de consolider cette stratégie de résilience sociale et institutionnelle.

## CONCLUSION

Cette étude révèle la forte vulnérabilité des systèmes d'aide et de développement sahéliens. Elle montre que la dépendance à un partenaire unique, malgré ses apports socio-économiques, fragilise la continuité des actions locales en cas de retrait. La baisse des financements a entraîné une dégradation de l'accès aux services sociaux, une réduction des programmes humanitaires, des pertes d'emplois dans les ONG et un affaiblissement institutionnel. En réponse, des initiatives d'adaptation ont émergé, notamment la mobilisation communautaire, la diversification des partenariats et le renforcement des dynamiques locales de résilience. L'étude souligne enfin l'importance de consolider les institutions, de diversifier les sources de financement et d'intégrer la résilience communautaire dans les politiques publiques pour un développement durable et autonome à Diffa.

<sup>21</sup> Les bénéficiaires des projets, les autorités coutumières et communales, les services techniques de l'État (agriculture, promotion de la femme et protection de l'enfant. Date : du 10 au 14 septembre 2025).

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- APAnews (2025). [Rejet de l'aide internationale après le gel de l'USAID \(rapport\)](#). Agence de presse africaine, Niger, février 2025. Consulté le 12 Août 2025.
- Banque mondiale. (2023). [Le programme Sahel RESILAND](#). Consulté le 14 août 2025.
- Banque Mondiale. (2023). ["Assessment letter for the Resilience and Sustainability Facility for Niger"](#). Consulté le 13 Octobre 2025.
- Cilliers, J. (2025). ["The toll of USAID cuts on Africa"](#). Institute for Security Studies (ISS), African Futures. Consulté le 13 Octobre 2025.
- Institut d' études de sécurité – ISS (2025). [« La baisse de l'aide est-elle une opportunité pour l'Afrique ? »](#) Consulté le 13 Octobre 2025.
- Magrin G, Pérouse de Montclos M.A., (dir). (2018). Crise et développement La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram, AFD.
- Mahamadou Moudi R. et al. (2024). [« Impact de la crise sécuritaire sur la mise en valeur des ressources naturelles dans la commune rurale de Bosso au Niger »](#). Revue ivoirienne de géographie des savanes, pp. 48-66.
- Moustapha, I. et Bako, A. (2020). [« Acteurs et enjeux de la gouvernance humanitaire au Niger : entre logiques d'acteurs ; urgence et stratégies locales »](#). Revue nigérienne de sciences sociales, 18(2), pp. 45-68.
- OCHA, (2014). Evaluation rapide de la situation des populations déplacées et hôtes de la région de Diffa suite aux évènements du 6 février 2014 ? Rapport d'évaluation conjointe.
- OCHA. (2023). [Niger : aperçu des besoins humanitaires](#). Consulté le 9 octobre 2025.
- PNUD. (2024). [Innovation et résilience : notre année](#). Consulté le 14 octobre 2025.
- Projet RESILAC. (2020). Étude régionale de recherche : Impacts contrastés de la crise sécuritaire sur les situations foncières dans la région du lac Tchad. Rapport d'étude - Version finale.
- République du Niger, Institut national de la statistique (2023). [Annuaire statistique 2018-2022](#).
- République du Niger (2023). Ordonnance N°2023-18 du 21 décembre 2023 modifiant et complétant l'ordonnance n°2023-13 du 11 octobre 2023, portant création du fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie (FSSP) au Niger.
- USAID (2024), [« Aperçu de l'assistance au Niger »](#), Bureau d'aide humanitaire.

---

## À PROPOS DES AUTEURS

Pr **SOULEY Kabirou,**

Professeur titulaire du CAMES  
Université André Salifou de Zinder, Niger  
E-mail : kabsoul@gmail.com

**MAHAMADOU MOUDI Rachid**

Doctorant en Géographie et Aménagement de l'espace  
Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger  
E-mail : moudirachid525@gmail.com

## MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra  
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana  
Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: [recapsecretariat@wanep.org](mailto:recapsecretariat@wanep.org)

[www.recapnetwork.org](http://www.recapnetwork.org)

© photo : Adobe Stock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

## RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

[www.recapnetwork.org](http://www.recapnetwork.org)

